

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1742 - 14 janvier 1993 - 5,50 F

D 1742 AMÉRIQUE LATINE: 1ère RENCONTRE CONTINENTALE D'ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Alors que les milieux économiques d'Amérique latine travaillent à leur intégration sous la houlette des politiques (cf. DIAL D 1593 et 1657), la pauvreté de masse continue d'affecter les populations du continent (cf. DIAL D 1650 et 1690). Il est donc intéressant de relever la tentative d'intégration syndicale qu'est la "1ère Rencontre unitaire latino-américaine de travailleurs" qui s'est tenue à Saint-Domingue, en République dominicaine, du 2 au 6 novembre 1992. Signée par 45 organisations ouvrières venant de 19 pays du continent, la "déclaration de Saint-Domingue" se veut une réplique aux politiques de privatisation généralisée - ou néolibéralisme - actuellement en oeuvre en Amérique latine. L'avenir dira ce qu'il en est de cette tentative d'intégration continentale du mouvement ouvrier.

C'est le lieu de signaler, au niveau des mouvements et partis politiques de gauche, l'existence du "Forum de São Paulo". La première rencontre avait eu lieu au Brésil en juillet 1990, avec 48 mouvements, partis et fronts; la deuxième, à Mexico, du 12 au 15 juin 1991, avec 68 organisations venant de 22 pays; et la troisième, à Managua (Nicaragua) du 16 au 19 juillet 1992, avec 122 délégués de 61 mouvements venant de 17 pays d'Amérique latine. A la recherche d'un second souffle, la "nouvelle gauche" latino-américaine est loin d'avoir trouvé sa voie.

Note DIAL

1ère Rencontre unitaire latino-américaine de travailleurs

DÉCLARATION DE SAINT-DOMINGUE

Les organisations nationales et régionales de travailleurs soussignées, qui participons à la "1ère Rencontre unitaire latino-américaine de travailleurs" tenue dans la ville de Saint-Domingue du 2 au 6 novembre 1992;

PARTAGEANT les angoisses et les espoirs des travailleurs latino-américains, soumis à de nouvelles et encore plus inhumaines conditions de pauvreté et d'exclusion sociale par suite de l'application généralisée et brutale de politiques placées sous le signe du néolibéralisme et conduisant à des situations critiques d'injustice, d'oppression et de dépendance;

RÉAFFIRMANT nos profondes convictions et notre engagement dans le sens d'une vraie démocratie fondée sur la justice sociale et la solidarité, et susceptible de garantir une paix durable, un développement intégral et une pleine libération de l'ensemble des travailleurs et de chacun d'eux;

FAISANT NÔTRE l'aspiration historique de nos peuples à la construction de la Grande Patrie latino-américaine, tâche imprescriptible de récupération et de préservation de notre identité culturelle, et chemin nécessaire d'un développement intégral et effectif en faveur de nos peuples;

CONSTATANT que, dans la préparation comme dans la réalisation de cette "1ère Rencontre unitaire latino-américaine de travailleurs", nous avons fait preuve d'un réel et riche esprit de confiance et d'unité, d'espérance et d'engagement pour un avenir meilleur des travailleurs, de partage et de gestion commune, de solidarité militante et de total respect des identités de toutes et de chacune des organisations présentes, dans une démarche que nous voudrions voir assumée et concrétisée au plan des organisations internationales de travailleurs, et cela au bénéfice de la classe ouvrière;

REGRETTANT l'absence de quelques organisations de travailleurs, malgré une invitation élargie, pluraliste et respectueuse, auxquelles nous nous adressons pour leur partager les résultats et les accords de cette rencontre, convaincus que nous sommes que c'est dans une unité d'action élargie, respectueuse, sans conditions ni impositions ou hégémonismes d'aucune sorte que nous pourrions construire un meilleur avenir pour tous les travailleurs et leurs familles;

RECONNAISSANT le soutien et la solidarité très généreusement accordés par les organisations de travailleurs de la République dominicaine, en particulier le travail efficace de direction effectué par la commission de coordination de la rencontre, une rencontre que nous considérons comme étant de haute signification historique pour la classe ouvrière d'Amérique latine;

REJETANT l'hypothèse d'avoir à supporter cinq cents autres années d'oppression et de dépendance,

nous relevons le défi consistant à engager un **processus unitaire** sur la base des résolutions suivantes:

LIGNES DIRECTRICES D'ACTION FACE À LA SITUATION FAITE AUX TRAVAILLEURS ET À LEURS ORGANISATIONS

1. Face à la détérioration croissante des conditions de vie et de travail des travailleurs latino-américains

- Eclairer et conscientiser les travailleurs et le peuple sur le néolibéralisme, et mener une vraie politique de relations, d'alliances, de concertation et de mobilisation avec les milieux sociaux opposés au modèle néolibéral.

- Travailler, par des études et avec l'aide de techniciens et de dirigeants ouvriers, à l'élaboration et à la mise en place de politiques alternatives de développement, en mettant tout particulièrement l'accent sur les modalités cogestionnaires et autogestionnaires de la propriété et de la production.

- Proposer aux gouvernements nationaux et aux organisations non gouvernementales d'Amérique latine le non paiement de la dette extérieure, la recherche d'une solution politique effective à ce problème, compte tenu du caractère illicite des intérêts réclamés et de la nécessité d'un audit sur l'affectation de la dette dans chacun de nos pays.

- Exiger des gouvernements et des parlements qu'ils accordent une attention budgétaire prioritaire à la mise en oeuvre effective de programmes de santé et d'éducation, ainsi qu'à la défense de la sécurité sociale dans ses caractéristiques de généralisation, de solidarité et d'intégralité.

- Obtenir au plan national et régional que soient élaborées et mises en place des législations, des politiques et des programmes concertés de protection de l'environnement et de préservation de nos richesses naturelles, en dénonçant dans l'opinion nationale et internationale les responsables des agressions écologiques.

- Refuser la réception et le dépôt sur le territoire latino-américain de tout type de déchets toxiques; et exiger l'indemnisation convenable pour les dommages écologiques provoqués par les pays développés.

2. Face à l'instabilité démocratique, à la dépendance, à la perte de souveraineté et au principe d'autodétermination de nos peuples

- Défendre et réaffirmer le principe d'autodétermination et de décolonisation de nos pays, en dénonçant la loi Torricelli (1) et la sentence de la Cour suprême de justice des Etats-Unis sur l'extraterritorialité de ses décisions (2).

- Exiger le retrait de toute présence armée étrangère sur le territoire latino-américain.

- Promouvoir une coordination réelle entre les organisations de travailleurs et autres organisations spécialisées ou rattachées, pour la défense des droits de l'homme et des libertés, à savoir les droits politiques, sociaux, économiques et culturels des travailleurs et des peuples.

- Conscientiser vraiment les travailleurs sur la portée réelle et les conséquences des politiques actuelles de privatisation, et promouvoir une solidarité militante entre les organisations de travailleurs qui luttent contre les politiques actuelles de privatisation des secteurs stratégiques de l'économie et des services. Constituer pour cela des fronts nationaux de défense de notre souveraineté.

- Promouvoir la participation active et organisée de la société civile comme garantie d'une vraie démocratisation.

- Présenter aux parlements nationaux, sous-régionaux et latino-américain, le programme "Paix, désarmement et développement".

3. Face aux processus d'intégration et aux agressions éthiques et culturelles

- Elaborer des programmes unitaires pour faire prendre clairement conscience de la nécessité et de l'urgence de l'unité et de l'intégration des peuples latino-américains.

- Soutenir et favoriser, dans la solidarité, les luttes des peuples indiens et l'intégration de leurs formes d'organisation dans les efforts de concertation, pour la juste satisfaction de leurs besoins et intérêts.

- Promouvoir et soutenir des réformes de l'éducation dans le sens du respect des identités, des racines et des valeurs nationales, et en faveur d'une culture latino-américaine intégrée qui dépasse les divisions historiques, qui soit respectueuse des cultures et valeurs des peuples, et qui revalorise le travail et la solidarité.

4. Face aux agressions contre les organisations de travailleurs

- Mener à bien des programmes de renforcement des organisations de travailleurs à tous les niveaux et dans tous les sens.

- Encourager de nouvelles formes de défense et de coordination des organisations de travailleurs sur la problématique des droits des travailleurs tels qu'ils sont établis dans les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), tout particulièrement le droit à l'organisation, à l'emploi, à la stabilité, au contrat collectif, à la grève et au juste salaire.

- Favoriser l'organisation des travailleurs indépendants de l'économie informelle.

- Promouvoir au plan national, sous-régional et régional une réelle unité d'action entre toutes les organisations de travailleurs, en menant pour cela des actions concrètes de solidarité et de lutte.

PROPOSITIONS D'ACTION UNITAIRE

1. Elaborer, coordonner et mener une grande campagne de dénonciation et d'éclaircissement sur les politiques néolibérales et leurs conséquences sur les travailleurs et les peuples d'Amérique latine.

2. Organiser des ateliers et des séminaires unitaires pour approfondir les luttes contre le néolibéralisme, et élaborer des programmes pour un modèle alternatif de développement.

3. Prévoir une "Journée latino-américaine" de protestation contre le néolibéralisme, en mars 1993, avec mobilisations, actions civico-populaires et autres activités adaptées aux conditions et aux possibilités de chaque pays et de chaque organisation.

4. Préparer et organiser des actions en vue d'une éventuelle "grève latino-américaine" contre les politiques néolibérales et pour la défense de la démocratie réelle, du développement et de l'intégration des peuples du continent.

5. Faire du 1er mai une commémoration unitaire, dans le cadre de la sensibilisation contre le néolibéralisme, de la défense de la démocratie et de celle de la liberté.

6. Travailler, dans le cadre de l'OIT, à la constitution d'une commission tripartite permanente pour l'analyse, la coordination et le suivi de tout ce qui a trait à l'emploi, aux salaires, au logement et à la sécurité sociale.

7. Négocier auprès des parlements nationaux, sous-régionaux et latino-américain, la présentation à la Cour internationale de justice de La Haye d'une demande d'annulation des intérêts de la dette extérieure.

8. Demander aux parlements nationaux, sous-régionaux et latino-américain de discuter du soutien au programme "Paix, désarmement et développement".

9. Favoriser au plan national des efforts réels et cohérents d'unité d'action, en développant le sens unitaire grâce à des programmes d'information et de formation.

10. Maintenir en activité la commission de coordination qui a préparé cette 1ère rencontre, pour veiller à l'application des accords passés.

11. Déclarer notre solidarité avec le 2e Sommet syndical centro-américain qui doit se tenir dans la ville de Panama en décembre prochain, de sorte que ce sommet soit clairement et résolument l'expression de l'unité et de la solidarité de toutes les organisations de la sous-région.

De même, apporter notre soutien à la 1ère Conférence nationale unitaire des travailleurs du Pérou, convoquée par toutes les centrales nationales de travailleurs pour les 17-19 novembre prochain.

12. Mener des actions de solidarité, en particulier avec les organisations en lutte pour la défense de la souveraineté nationale et contre la privatisation des secteurs stratégiques des différents pays. Sur ce point, les organisations présentes s'engagent à exprimer leur solidarité au PIT/CNT d'Uruguay qui organise le 13 décembre prochain une consultation nationale sur le projet de loi de privatisation présenté par le gouvernement.

13. Poursuivre la coordination entre les organisations membres de cette 1ère Rencontre unitaire afin d'assurer une présence et d'avoir une influence à l'OIT dans le sens des intérêts des travailleurs latino-américains.

14. Prévoir une large diffusion de la "Déclaration de Saint-Domingue", pour une intégration au processus unitaire, auprès de toutes les organisations qui avaient été invitées à la rencontre et qui n'y sont pas venues.

15. Il est demandé à la commission de coordination de préparer la "2e Rencontre unitaire latino-américaine de travailleurs", en vérifiant l'application des propositions contenues dans cette déclaration et en analysant l'évolution du processus unitaire.

Organisations signataires: (voir page suivante)

Organisations signataires:

COB, Bolivie;
CGT, CAT, CONTEC, FSFSP, CNTI et CSPB, Brésil;
CGTD, Colombie;
CUT et CTCR, Costa Rica;
CTC, Cuba;
CEDOCUT, CEDOC et CTE, Equateur;
UNTS, El Salvador;
UNSITRAGUA et CGTG, Guatemala;
NWU, Guyana;
CTH, Haïti;
CGTH et FUTH, Honduras;
CROC et COR, Mexique;
CGTP et CTNP, Panama;
CTP et CNT, Paraguay;
CGTP, CATP et CTD, Pérou;
CGT et CPT, Porto Rico;
UGTD, CTP, CASC, CGT, CTU, République Dominicaine;
PIT/CNT, Uruguay;
CTV, CUTV, CGT et CODESA, Venezuela;
CLADE, CPOSTAL et CLAT, régionales.

(1) Loi de renforcement de l'embargo contre Cuba, votée le 24 septembre 1992 par le Congrès des Etats-Unis (NdT).

(2) L'arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis du 15 juin 1992 (par six voix contre trois) autorise le gouvernement nord-américain à enlever à l'étranger un ressortissant étranger accusé de crime aux Etats-Unis (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441